

505 L M 262/5

6111-5

(1941)

V. D. 6111-5 : Exécution par des Banques et par le Trésor du service des titres gérés par la S.N.C.F.

D. 671 : Modalités de règlement des impôts sur titres (Extension à la SNCF du régime du réseau Etat).

Gestion des titres du Réseau Etat par la S.N.C.F.
Modification de l'art. 30-C - Accord des Cies.-

Accord	(Dépêche du M. des Fin. au Midi	1. 4.41
du) Réponse du Midi	30. 4.41
Midi	(Copie à la S.N.C.F.	2. 5.41

Accord	(Dépêche du M. des Fin. au P.O.	1. 4.41
du) Réponse du P.O.	26. 4.41
P.O.	(Copie à la S.N.C.F.	3. 5.41

Loi 24. 6.41 (J.O. 22. 7.41)

Entrée	(Lettre S.N.C.F. au M. des F.	21.10.41
en) Arrêté 12.11.41 (J.O. 12.12.41)	
vigueur		

EXTRAIT DU JOURNAL OFFICIEL

du 12 décembre 1941

ARRETE du 12 novembre 1941
relatif à la gestion par la Société
Nationale des chemins de fer fran-
çais des titres des chemins de fer
de l'Etat

Le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale
et aux finances,

Vu la loi du 24 juin 1941 relative à la gestion par la
Société nationale des chemins de fer français des titres des
chemins de fer de l'Etat, et notamment l'article 3,

Arrête :

Art. 1er - Les dispositions des articles 1er et 2 de
la loi du 24 juin 1941 seront applicables à compter du 1er
avril 1942.

Art. 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal
Officiel.

Fait à Paris, le 12 novembre 1941.

Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,

Pour le ministre :

Le conseiller d'Etat secrétaire
général pour les finances publiques,

Henri DEROT.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS
-----Le Président du
Conseil d'Administration

Paris, le 21 octobre 1941

C O P I EServices Financiers

612-71

Monsieur le Ministre,

La loi du 24 juin 1941 qui confie à la Société Nationale des Chemins de fer français la gestion des titres des Chemins de fer de l'Etat précise, dans son article 3, que la date d'entrée en vigueur en sera fixée par arrêté de votre Département.

J'ai l'honneur de vous proposer de fixer cette date au 1^{er} avril 1942.

L'incorporation du Service en cause est liée à l'exécution de divers travaux d'aménagement et d'installation, d'ores et déjà entrepris mais qui ne pourront guère être terminés avant la fin du présent exercice. Comme, d'autre part et conformément à l'accord intervenu entre nos Services, il est désirable que le Service des Titres des Chemins de fer de l'Etat fonctionne, sous son régime actuel, pendant quelques semaines, dans les locaux ainsi préparés, afin de faciliter techniquement son transfert à la S.N.C.F., la date du 1^{er} avril 1942 paraît devoir être la première date utile pour procéder à ce transfert.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président
du Conseil d'Administration,

Signé ; FOURNIER.

Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances
Direction du Trésor - 5ème Bureau.

Extrait du Journal Officiel

du 22 juillet 1941

N° 2640 - LOI du 24 juin 1941 relative à la
gestion par la Société Nationale des chemins
de fer français des titres des chemins de fer
de l'Etat (1)

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Le Conseil des Ministres entendu,

Décrétons :

Art. 1er.- Les titres des chemins de fer de l'Etat émis sous
le régime de la loi du 13 juillet 1911 ou de la convention du 28
juin 1921 sont gérés par la Société Nationale des chemins de fer
français.

La législation relative aux obligations émises par des sociétés
anonymes leur est applicable.

Art. 2.- Toutes dispositions contraires au présent acte sont
abrogées et notamment celles de l'article 44 de la loi du 13 juillet
1911 instituant au Grand Livre de la dette publique une section spé-
ciale consacrée aux obligations émises pour les besoins des chemins
de fer de l'Etat.

Art. 3.- Le présent acte, dont la date d'entrée en vigueur sera
fixée par arrêté du Ministre secrétaire d'Etat à l'Economie nationale
et aux finances, sera publié au Journal Officiel et exécuté comme loi
de l'Etat.

Fait à Vichy, le 24 juin 1941.

Ph. PETAIN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français :

Le ministre secrétaire d'Etat
à l'Economie nationale et aux Finances,

Yves BOUTHILLIER.

(1) Compte tenu du rectificatif paru au Journal Officiel du 23 juillet 1941.

Gestion des titres du réseau Etat
par la S.N.C.F.

Modification de l'Art. 30 - C.

Accord des Cies

P.O.

Dépêche du M. des F. au P.O.	1. 4.41
Réponse du P.O.	26. 4.41
Copie à la S.N.C.F.	5. 5.41

COMPAGNIE
DU CHEMIN DE FER
DE PARIS A ORLEANS

Paris, le 3 mai 1941
17, rue de Clichy (9^e)

—
Le Président

- C O P I E -

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous remettre, ci-joint, à titre de renseignement, copie de la réponse adressée le 26 avril dernier par notre Compagnie à la lettre également ci-jointe de M. le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances, en date du 1er avril 1941, relative à la modification de l'article 30 de la Convention du 31 août 1937 (gestion du Service des Titres de l'ancien Réseau de l'Etat).

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Signé ; F. THIÉBAULT.

Monsieur FOURNIER, Président du Conseil d'Administration de la S.N.C.F. -

Paris, le 26 avril 1941.

- COPIE -

Monsieur le Ministre,

Par votre lettre du 1er avril "Direction du Trésor - 5ème Bureau N° 1801 F", vous vous avez demandé si notre Compagnie serait disposée à accepter une modification de l'article 30 de la Convention du 31 août 1937, nous permettant à la faveur de la réorganisation des services de votre Département, de confier à la Société Nationale la gestion des titres des Chemins de fer de l'Etat, actuellement assurée par l'agent comptable de la Dette Publique.

Animés du plus vif désir d'alléger la tâche de vos services, nous vous donnons volontiers notre accord à la réforme que vous proposez et qui est sans portée pour nos actionnaires puisqu'elle est limitée dans son objet.

Toutefois, s'agissant d'une modification de la convention de 1937, notre accord reste subordonné à l'approbation d'une Assemblée générale extraordinaire.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Signé : F. FREDAUT.

Monsieur le Ministre des Finances.-

MINISTRE DES FINANCES

Paris, le 1er avril 1941.

Direction du Trésor

- C O P I E -

Monsieur le Président,

La Convention du 31 août 1937 prévoit en son article 30 qu'à partir du 1er janvier 1943 la Société Nationale des Chemins de fer Français pourra, au 1er janvier de chaque année et moyennant un préavis d'un an, prendre la gestion et le service des emprunts émis par les grandes Compagnies de Chemins de fer; mais le même article stipule expressément que le service des emprunts émis par l'Administration des chemins de fer de l'Etat sera assuré directement par le Trésor.

Les transformations apportées par la loi du 30 août 1940 à l'organisation du Ministère des Finances m'ont amené à envisager de confier à la Société Nationale la gestion des titres des chemins de fer de l'Etat actuellement assurée dans mon Département par le Chef de Service, Agent comptable de la Dette Publique.

Cette réforme allègerait la tâche de mes services. Elle permettrait, en outre, dans l'hypothèse où la Société Nationale reprendrait la gestion et le service des emprunts des grandes Compagnies, d'unifier les méthodes de gestion afférentes à tous les titres des chemins de fer émis par les grandes Compagnies ou par l'Etat.

La Société Nationale m'a fait savoir officieusement que ce projet ne soulevait pas d'objections de sa part. Je vous serais obligé de bien vouloir me faire connaître si la Compagnie du Chemin de fer de Paris à Orléans donne son assentiment à une réforme qui modifie la Convention du 31 août 1937.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre, Secrétaire d'Etat
à l'Economie Nationale et aux Finances :

P. Le Ministre Secrétaire d'Etat et par autorisation
Le Directeur du Trésor,
Signature.

Monsieur le Président de la Compagnie du Chemin de fer de Paris à Orléans,
17, rue de Clichy - PARIS.-

Gestion des titres du réseau Etat.
par la S.N.C.F.

Modification de l'art. 30 - C.

Accord des Cies MIDI

Dépêche du M. des F. au Midi	1. 4.41
Réponse du Midi	30. 4.41
Copie à la S.N.C.F.	2. 5.41

Compagnie
des
CHEMINS DE FER DU MIDI

Direction

Paris, le 2 mai 1941.

COPIE

Monsieur le Président

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, copie de la lettre, en date du 30 avril écoulé, envoyée à M. le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances, en réponse à sa lettre du 1er avril 1941 dont ci-joint également copie.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,
signé: TIRARD.

Monsieur FOURNIER, Président du Conseil d'Administration de la S.N.C.F.
88, rue Saint-Lazare à PARIS (9°)

Compagnie
des
CHEMINS DE FER DU MIDI

Direction

6111-5
Paris, le 30 avril 1941.

C O P I E

Monsieur le Ministre,

Par votre lettre du 1er avril "Direction du Trésor - 5ème Bureau n°1801 F", vous nous avez demandé si notre Compagnie serait disposée à accepter une modification de l'article 30 de la Convention du 31 août 1937, nous permettant à la faveur de la réorganisation des services de votre Département de confier à la Société Nationale, la gestion des titres des Chemins de fer de l'Etat, actuellement assurée par l'agent comptable de la Dette Publique.

Animés du plus vif désir d'alléger la tâche de vos services, nous vous donnons volontiers notre accord à la réforme que vous proposez et qui est sans portée pour nos actionnaires puisqu'elle est limitée dans son objet.

Toutefois, s'agissant d'une modification de la Convention de 1937, notre accord reste subordonné à l'approbation d'une Assemblée Générale Extraordinaire.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

P. le Président du Conseil d'Administration,

signé: TIRARD.

Monsieur le Ministre Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale et aux Finances, rue de Rivoli - PARIS.

Ministère des Finances

Paris, le 1er avril 1941.

Direction du Trésor

5ème Bureau

n° 1803 F.

C O P I E

Monsieur le Président,

La Convention du 31 août 1937 prévoit en son article 30 qu'à partir du 1er janvier 1943 la Société Nationale des Chemins de fer français pourra, au 1er janvier de chaque année et moyennant un préavis d'un an, prendre la gestion et le service des emprunts émis par les grandes Compagnies de Chemins de Fer; mais le même article stipule expressément que le service des emprunts émis par l'Administration des Chemins de fer de l'Etat sera assuré directement par le Trésor.

Les transformations apportées par la loi du 30 août 1940 à l'organisation du Ministère des Finances m'ont amené à envisager de confier à la Société Nationale la gestion des titres des Chemins de fer de l'Etat actuellement assurée dans mon Département par le Chef de Service Agent Comptable de la Dette Publique.

Cette réforme allégerait la tâche de mes services. Elle permettrait, en outre, dans l'hypothèse où la Société Nationale reprendrait la gestion et le service des emprunts des grandes Compagnies, d'unifier les méthodes de gestion afférentes à tous les titres des Chemins de Fer émis par les grandes Compagnies ou par l'Etat.

La Société Nationale m'a fait savoir officieusement que ce projet ne soulevait pas d'objection de sa part. Je vous serai obligé de bien vouloir me faire connaître si les Chemins de Fer du Midi donnent leur assentiment à une réforme qui modifie la Convention du 31 août 1937.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre Secrétaire d'Etat
à l'Economie Nationale et aux Finances;

P. le Ministre Secrétaire d'Etat et
par autorisation,

Le Directeur du Trésor,

signé.....

Monsieur le Président des Chemins de fer du Midi,
54, Boulevard Haussmann, PARIS.